

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



lundi 28 octobre 2013

L'État voyou ou le Capo di Capo de l'économie mondiale

Robert BIBEAU

À l'automne 2013, le gouvernement américain insolvable a tenu le monde financier en haleine en refusant de rembourser ses créanciers. La crise s'est finalement résorbée quand le Congrès étatsunien a accepté d'emprunter encore d'avantage, alourdissant un découvert qui ne sera jamais couvert, comme chacun l'aura subodoré.

La dette souveraine d'un croque-mitaine

À l'automne 2013, le gouvernement américain insolvable a tenu le monde financier en haleine en refusant de rembourser ses créanciers. La crise s'est finalement résorbée quand le Congrès étatsunien a accepté d'emprunter encore d'avantage, alourdissant un découvert qui ne sera jamais couvert, comme chacun l'aura subodoré.

Tous les pays du monde doivent créances auprès des banques. Cette situation généralisée serait donc normale et tolérable, mais est-elle inévitable ? Cette situation est inévitable ! Le fait que tous les pays doivent de l'argent n'est pas du tout rassurant et cet endettement catastrophique est totalement inévitable en économie capitaliste du moins. Deux définitions suffiront à comprendre de quoi il retourne quand les économistes de service supputent à propos de la dette publique [1].

La dette souveraine est, dans le domaine des finances publiques, l'ensemble des engagements financiers pris sous forme d'emprunts par un État souverain ainsi que par les collectivités publiques et les organismes qui en dépendent directement (les corporations, les organismes de sécurité sociale, d'enseignement et de formation, etc.). On distingue la dette publique intérieure, détenue par les agents économiques (Fonds de placements, banques, fiducies) résidant dans l'État émetteur d'obligations et la dette publique extérieure, détenue par des prêteurs étrangers, gouvernements ou banquiers [2].

Le tableau [3] présente une liste de 188 pays classés selon l'importance décroissante de leur dette extérieure en 2013 [4]. Tous les pays ont une dette comme vous le constaterez.

Personne ne sera étonné d'apprendre que les États-Unis sont les premiers de cette collégialité d'endettée. Par contre, plusieurs seront surpris d'apprendre que la riche Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes Unis, lesquels financent les djihadistes qui agressent la Syrie, font partie des pays endettés, et se retrouvent respectivement au 34^e rang avec 134 milliards \$, au 33^e rang avec 137 milliards \$, et en 32^e position avec 163 milliards de dette souveraine.

Afin d'apprécier l'état de détresse qu'engendre la dette dans un pays par rapport à un autre, différentes classifications sont proposées selon :

- l'importance de la dette en fonction du Produit Intérieur Brut [5] ;
- l'importance de la dette en fonction de la population [6] ;
- l'importance de la dette nette une fois soustraites les créances à recouvrer.

Les modalités d'emprunt des États souverains

Ces dettes souveraines, quelles que soient les modalités de calcul et de comparaison, sont fondamentalement acquises par trois types de créanciers :

1. **L'État emprunteur émet des obligations que les citoyens de ce pays achètent** via leurs fonds de pension, les fonds de placements, les banques, les caisses d'épargne, etc. On dira que la dette est intérieure puisque ce sont les institutions de l'État qui devront aux citoyens du pays une certaine somme à rembourser, grevée d'un intérêt, façon de redistribuer la plus-value ouvrière aux tondeurs de coupons. Fait étonnant ici. Il advient souvent que des particuliers milliardaires spéculateurs et des institutions financières acquièrent ces obligations nationales à crédit – sans verser un sou pour l'achat de ces produits financiers. Créances qu'elles revendront après un certain temps sur promesse de paiement à un autre conglomérat financier qui achètera aussi cette créance à crédit. Ces transactions font partie des produits financiers dérivés. C'est ainsi que chacun de ces acquéreurs spéculateurs produit de la monnaie sans valeur d'échange, de la monnaie inflationniste, qui quémante son intérêt financier alors qu'elle n'a aucunement servi à produire des marchandises ou à les valoriser.
2. **Les clients acheteurs d'obligations nationales peuvent être les institutions d'un pays étranger qui achètent** via des agences de placement internationales ; des gestionnaires de fonds ; la banque centrale ou une autre banque d'un État créancier. Ici, la dette sera dite extérieure et l'intérêt sera payé par cet État-emprunteur-débiteur, une manière d'exporter la plus-value nationale vers les États prêteurs. Ainsi, la Chine, qui détient 3,300 milliards de dollars de créances américaines, devrait posséder un immense ascendant sur les étatsuniens paupérisés. Il n'en est rien pourtant, nous verrons bientôt pourquoi.
3. **Mais les États emprunteurs sont plus retors qu'on ne le**

pense. Le troisième acheteur d'obligations étatiques peut être la Banque centrale du pays emprunteur (exemple la FED étatsunienne). Vous avez alors un pays emprunteur qui sollicite de l'argent qu'il ne possède pas et se le prête à lui-même à intérêt composé. De l'argent crédit-papier, appelé « obligation nationale », sera émis par le gouvernement national emprunteur à destination du gouvernement national prêteur (c'est-à-dire lui-même) contre un papier-monnaie sans valeur (sans travail productif ayant engendré la création de valeurs accréditant ce papier monnaie).

C'est la Banque centrale de l'État qui émettra du papier monnaie – des papiers à ordres – des créances – du papier crédit sans valeur dont elle inondera le marché. Selon ce scénario il est entendu que l'État emprunteur floue l'État prêteur (c'est-à-dire lui-même) et floue également tous ses autres créanciers, les fonds d'investissements et les banques privées ainsi que ses créanciers étrangers venus de Chine, de Corée, du Japon, de France, d'Arabie, du Qatar qui se retrouvent tous avec de la monnaie déflationniste sur les bras ayant de moins en moins de valeur marchande. Pourtant, personne ne peut s'en débarrasser puisque tous ont déjà leur lot et nul ne souhaite accroître ses pertes. Pourtant, l'État emprunteur ne peut faire autrement à moins de déclarer faillite immédiatement.

La dette nette et la dette brute

Autre élément à considérer dans cette équation de la dette souveraine et de la charge fiscale des ouvriers. Il y a la dette nette et il y a la dette brute de L'État. La dette brute c'est la somme de ce que l'État a emprunté, à l'interne et à l'externe. La dette nette c'est la dette brute moins ce que l'État possède en crédit des autres pays, en monnaie papier, lettres de change, obligations – tout aussi dépréciées que la sienne puisque dans cette économie mondialisée toutes les monnaies sont inter-reliées. Ainsi, si l'Arabie a une dette souveraine, elle détient par ailleurs des créances – de l'argent qu'elle a prêté à d'autres pays – aux États-Unis par exemple. Il faut soustraire ces sommes l'une de l'autre pour connaître la dette nette de l'Arabie, et ainsi pour chaque pays... en pensant toutefois que ces créances étrangères ne sont pas toujours garanties ni recouvrables... ils l'apprendront tous à leurs dépens...soyez patient.

Il ne faut pas confondre la dette publique et la balance des échanges internationaux d'un pays. Ainsi, des milliardaires saoudiens – des banques françaises, des financiers canadiens peuvent détenir, à titre privé, des obligations d'entreprises américaines ou de d'autres pays. À l'inverse, des cartels financiers étatsuniens peuvent détenir des actions d'entreprises étrangères. Ces avoirs de part et d'autre de l'Atlantique ne sont nullement comptabilisés dans la dette souveraine brute ou nette des États souverains. Mais, comme ces dettes et ces créances privées sont comptabilisées en dollar, en euro ou en livre sterling, la valeur réelle de ces dettes ou de ces créances privées est donc largement tributaire de l'état de santé économique de l'État national considéré (y compris de la balance des paiements et de la valeur de

la devise nationale) dans lequel ces papiers sont libellés et transigés.

Ce sont tous ces vecteurs que les agences de notation de crédit (Standard and Poor's, Moody's) seraient censées évaluer et représenter par la cote de crédit qu'elles attribuent à chaque pays emprunteur.

De l'État providence, à l'État fraudeur, à l'État policier

C'est ainsi que l'épargne-retraite et l'argent que les travailleurs et les petits salariés ont épargné sont dévalués par l'État providence – si cher aux bobos petits-bourgeois – devenu soudain l'État fraudeur-failli, qui deviendra l'État policier refusant de rembourser. C'est le serpent qui se mange la queue. Par la suite, l'État créancier s'avancera vers les ouvriers et les retraités pour leur expliquer que la monnaie nationale (l'Euro – le dollar – le peso – le rial – le yen) a été dévaluée et que le gouvernement ne peut plus payer les retraités qui doivent reporter leurs retraites au-delà de 70 ans. Ou alors, le crash financier-boursier balaira le pays et jettera à la rue les emprunteurs hypothécaires comme à Madrid en ce moment où cent propriétaires sont jetés sur le pavé chaque journée. On compte 6 millions de chômeurs dans le pays madrilène alors que les banques enregistrent des profits record [7].

Ici une mise en garde s'impose. Les gauchistes, les réformistes, les sociaux-démocrates et les altermondialistes se laissent bernier par ces profits mirobolants des banques sacs à vent. Ils se scandalisent et demandent à l'État policier, l'État des riches, de sévir contre leurs maîtres trop gourmands ce que l'État ne fera pas évidemment – et cela serait bien futile de toute manière puisque ces hausses de profits sont bidon. C'est de l'argent de Monopoly que les banques comptabilisent ainsi, de l'argent inexistant – immatériel – ne représentant aucune valeur marchande (ce n'est pas l'économie qui est irréaliste mais leur monnaie qui est virtuelle).

Ils peuvent bien stocker ces billets de pacotille plein leurs écoutilles, aucun de ces papiers n'a de valeur d'échange. Au moment où les payeurs travaillant et les épargnants, les ouvriers criblés de dette, ne parviennent plus à payer leur hypothèque et qu'on les chasse de leur foyer où voulez-vous que les banques trouvent les biens pour adosser ces papiers de crédit garantissant leurs profits ?

L'arnaque suicidaire... et imparable

Donc, nous en arrivons à cette situation où le gueur emprunteur se prête de la monnaie à lui-même, l'État va-nu-pieds, alors qu'il est évident qu'il n'a pas ce qu'il faut en valeur d'échange (en production de marchandises et de services) pour garantir ni l'emprunt, ni le prêt, ni la création de monnaie. Et ce faisant ce mendigot déprécie la valeur de sa monnaie et de toutes les créances que détiennent ses créanciers. Cet État devrait normalement être

mis en demeure par ses prêteurs de rembourser ou de déclarer faillite, ou à tout le moins être sanctionné par les agences de notation dont c'est la mission (!)

Rien de ceci ne se produit. Au lieu de cela tous assistent impuissants aux doléances des chinois qui voient fondre la valeur de leurs créances à chaque émission d'obligations américaines. L'Allemagne tente de récupérer son or-métal stocké à la FED avant que les USA ne déclarent faillite, mais la FED américaine refuse de lui rendre. Elle en serait bien incapable puisqu'elle ne le possède plus, les coffres de Fort-Knox sont probablement vides.

Il est évident que ce stratagème est une arnaque. Imaginez que chacun d'entre vous auriez la possibilité d'imprimer autant de deniers que vous le souhaitez sans jamais avoir à rembourser. Fini le travail fastidieux et astreignant, vous auriez votre imprimante à monnaie et par ici la belle vie. Imaginons maintenant que les créanciers de monsieur l'imprimeur de monnaie de la rue Garnier se fâchent en apprenant que cette monnaie est illégitime et imprimée dans le garage d'un faussaire farnienté. Chaque créancier se présente à la résidence du bandit pour réclamer son dû et apprend que l'emprunteur-faussaire-imprimeur est le Capo di Capo du pays et que le temps qu'il se présente au salon, le commerce de la rue Syrie a sauté, après celui de la rue Libye, et celui de l'avenue Serbie et du boulevard Congo, et la boutique de l'impasse Venezuela et la banque de la rue Iran sont fortement menacées !

La situation est identique avec l'État paria américain. Les États-Unis d'Amérique (16 770 milliards de dette avec émission mensuelle de 85 milliards de monnaie illégitime. La FED américaine en faillite prête de la monnaie à son créancier, un propriétaire insolvable, c'est-à-dire le gouvernement américain). Mais cet État voyou est aussi le seul à posséder 3 500 ogives nucléaires à têtes multiples, 11 porte-avions et 700 bases militaires à l'étranger et cet État voyou en faillite consacre 600 milliards \$ à ses dépenses de « défense », autant que tous les autres pays réunis.

Nous venons d'identifier l'État voyou – le Capo di Capo – de l'économie mondiale dont nombre de pays tolèrent les frasques et soutiennent les agressions espérant s'en sortir un jour en faisant faillite eux aussi et en reniant leur dette souveraine aux dépens de leurs commettants. Ce jour-là, camarades, oubliez vos retraites dorées si vous en bénéficiez, vos bas de laine, et comme à Chypre essayez de figurer ce qui pourrait vous rester sur votre compte bancaire, si vous en avez, après les expropriations imposées.

Vous aurez toujours l'organisation néo-nazi Aube Dorée pour tenter de vous effrayer à propos de l'expropriation des riches par les communistes, mais ce seront bien les banquiers capitalistes qui seront en train d'exproprier votre compte de banque, votre salaire et votre fonds de retraite. Pourrez-vous conserver votre résidence et votre automobile ? Rien n'est moins certain. Nous serons tous alors en économie de guerre. Justement, pourquoi ne pas leur faire la guerre à ces expropriateurs afin de les exproprier ?

Robert Bibeau

[1] http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_souveraine

[2] http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_publicue

[3] http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_external_debt

[4] http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_external_debt

[5] http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_pays_par_dette_publicue

[6] <http://www.michelcollon.info/A-Madrid-il-y-a-chaque-jour-cent.html>

[7] <http://www.michelcollon.info/A-Madrid-il-y-a-chaque-jour-cent.html>

<http://www.legrandsoir.info/l-etat-voyou-ou-le-capo-di-capo-de-l-economie-mondiale.html>